

heim et des Martinet, esquivent soigneusement.

En U.R.S.S., il ne s'agit pas de l'apparition, bien sûr inévitable, d'une couche d'organiseurs, « d'un revenu relativement élevé » et d'une « différenciation sociale qui apparaît aujourd'hui sensible » (admirez la modération de langage de notre auteur « objectif »), il ne s'agit pas non plus d'un Etat quelconque qui subsiste encore pour « maintenir les privilèges » de ces couches, mais d'une bureaucratie qui est devenue un facteur indépendant, ayant des privilèges économiques énormes et utilisant pour les garantir et les accroître contre la très grande majorité des masses un appareil étatique de coercition sans égal dans l'histoire. Les raisons sociales de l'apparition de la bureaucratie se trouvent dans le niveau très bas des forces productives qui caractérisa l'U.R.S.S. au lendemain de la révolution, et la pauvreté en articles de consommation qui en résulta. La bureaucratie a assumé le rôle « du chef armé d'un puissant gourdin » qui intervient dans la distribution d'une somme globale d'articles de consommation incapable de satisfaire « avec égalité » tous les consommateurs.

Loin d'avoir pensé suivant les « normes » d'une société socialiste, Trotsky a montré la plus grande compréhension de l'évolution concrète de l'U.R.S.S. et des conditions objectives qui ont imposé l'éloignement de ces « normes ».

« Le régime soviétique, écrivait-il (2) est incontestablement dans sa première période un caractère beaucoup plus égalitaire et moins bureaucratique qu'aujourd'hui. Mais son égalité fut celle de la misère commune. Les ressources du pays étaient si restreintes qu'elles ne permettaient pas de détacher des masses des milieux tant soit peu privilégiés. Le salaire « égalitaire », en supprimant le stimulant individuel, devint un obstacle au développement des forces productives. L'économie soviétique devait sortir quelque peu de son indigence pour que l'accumulation de ces matières grasses que sont les privilèges y devint possible. L'état actuel de la production est encore très loin d'assurer à tous le nécessaire. Mais il permet déjà d'accorder des avantages importants à la minorité et de faire de l'inégalité un aiguillon pour la majorité. Telle est la raison première pour laquelle l'accroissement de la production a jusqu'ici renforcé les traits bourgeois et non socialistes de l'Etat. »

Mais, à côté du facteur économique qui a conditionné l'apparition et le ren-

forcement de la bureaucratie, agit le facteur politique incarné par la bureaucratie elle-même.

« De par sa nature, celle-ci crée et défend des privilèges, écrit encore Trotsky (3). Elle surgit tout au début comme l'organe bourgeois de la classe ouvrière. Etablissant et maintenant les privilèges de la minorité, elle se fait naturellement la meilleure part. Celui qui distribue les biens ne s'est encore jamais lésé. Ainsi naît du besoin de la société un organe qui, dépassant de beaucoup sa fonction sociale nécessaire, devient un facteur autonome et en même temps la source de grands dangers pour tout l'organisme social. »

Bettelheim lui-même avait admis autrefois l'existence « des privilèges économiques énormes » que la bureaucratie tâchait de faire figurer dans ses bilans de l'économie nationale.

« Il est évident, écrivait Bettelheim (4), que la constitution d'un bilan de l'économie nationale est de la plus haute importance pour le travail des organismes de planification, et, pourtant, ce travail, ne progresse guère. Comment cela s'explique-t-il ? A notre avis l'explication est la suivante : en U.R.S.S. subsistent des privilèges économiques énormes, des différences sociales que la simple considération de l'échelle des salaires et des traitements (cette échelle n'est d'ailleurs publiée nulle part, on ne trouve que des chiffres relatifs au « salaire moyen ») ne suffit pas à faire apparaître mais qui ressortiraient d'un bilan de l'économie nationale convenablement élaboré. A notre avis, il y a là une explication suffisante du fait que le travail d'élaboration du bilan de l'économie nationale ne progresse, pour ainsi dire, pas, cela explique aussi que les tentatives successives d'élaboration se sont heurtées et se heurtent toujours à de violentes critiques, les unes justifiées, les autres ayant uniquement pour but de masquer certains faits que le travail critique avait fait trop nettement ressortir. »

« Nous nous trouvons là devant une des contradictions de la société soviétique : la nécessité pour cette économie planifiée d'établir un bilan de l'économie nationale, le danger pour la politique des dirigeants de l'U.R.S.S. de voir se constituer un tel bilan. »

Plusieurs autres passages de ce même livre indiquent clairement que Bettelheim, malgré son effort manifeste

(3) Ibid page 133.

(4) « La Planification soviétique » (1939), page 141.

(5) Page 238.

(2) « La Révolution traquée », Edition Grasset, pages 132-133.

de se tenir dans les limites d'une stricte « objectivité », était obligé à cette époque de reconnaître, outre « les privilèges économiques énormes » (5) de la bureaucratie, la disparition de la « démocratie soviétique » (6), les « déportations » massives ainsi que (7) « les destitutions en masse » par la bureaucratie « du personnel technique, destitutions qui désorganisent la production », « les luttes sociales » que suscitent les privilèges exorbitants de la bureaucratie et son autoritarisme (8), etc.

Croire aujourd'hui que tous ces traits de la société soviétique qu'il a autrefois fustigés et reconnus comme contraires non seulement à la notion d'une société se réclamant du socialisme, mais même à la bonne marche et au progrès de l'économie nationalisée et planifiée, peuvent être considérés comme des traits normaux de la phase transitoire de la construction du socialisme, signifie se placer, quoi qu'il en pense, au même point de vue que Burnham. L'un et l'autre reconnaissent, en effet, la nécessité progressive d'un régime de transition, bureaucratique et autoritaire, succédant au capitalisme, régime que Burnham appelle celui des « directeurs » tandis que Bettelheim, plus « profond », l'identifie à la phase « constructive » du socialisme.

Il est complètement erroné, avon-nous dit, de vouloir faire croire que l'analyse trotskyste de l'U.R.S.S. part d'un jugement selon les « normes » d'une société socialiste, et non des conditions concrètes du développement économique de l'U.R.S.S. Mais l'éloignement inéluctable de ces « normes » n'explique pas du tout pourquoi l'évolution de l'U.R.S.S., loin de se faire dans la direction générale de ces « normes », au fur et à mesure que les forces productives se développent, aussi bien sur le plan économique que politique, se fait au contraire dans une direction opposée, par l'accentuation de la différenciation sociale, des privilèges « économiques énormes » et du caractère coercitif de l'Etat.

L'explication de cette contradiction se trouve dans le fait révélé par l'analyse trotskyste que la bureaucratie « est devenue, de servante de la société, maîtresse ». Toute la discussion entre nous, trotskystes, et nos adversaires stalinien ou néo-stalinien de toute sorte sur la question de l'U.R.S.S. tourne non pas autour de l'existence nécessaire ou non d'une bureaucratie en U.R.S.S., mais de l'importance que cette bureaucratie a prise sur la vie économique et politique du pays, en s'érigeant en un régime de caste pri-

vilégiée incontrôlable, spoliateur et despotique.

Et quand M. Bettelheim, sous le couvert d'une « analyse très scientifique », s'efforce de présenter le régime bureaucratique et policier actuel de l'U.R.S.S. comme le résultat nécessaire de la construction concrète du socialisme dans un pays isolé, et de le défendre tel qu'il est contre les attaques d'un Burnham, il n'arrive qu'à démontrer sur son propre cas ce qu'il dit à propos de Burnham lui-même, à savoir que sa pensée qui se concilie avec tant d'aisance avec le phénomène de la barbarie stalinienne ne reflète qu'un aspect de la décadence capitaliste en dernière analyse, dont le stalinisme fait lui-même partie.

\*\*

Gilles Martinet, dans l'article « De Trotsky à Burnham », publié dans le n° 17 de la « Revue Internationale », rend plus explicite ce qui était déjà dit de façon plus prudente et plus abstraite par Bettelheim, en même temps qu'il dirige une attaque frontale contre le mouvement trotskyste et la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous laissons de côté toutes ses élucubrations sur la vie intérieure de la IV<sup>e</sup> Internationale et sur les tendances qui s'y affrontent, ainsi que toutes ses railleries sur les considérations et perspectives qu'il attribue généreusement à la tendance majoritaire de l'Internationale. On sait qu'il n'y a pas de chose plus insupportable et agaçante que l'ignorance doublée de suffisance dont font preuve les « intellectuels » petits-bourgeois qui vivent à la périphérie du mouvement ouvrier, quand ils se mettent à traiter les plus importants sujets de la théorie et de la politique révolutionnaires, avec la même légèreté que leurs articles dans les journaux bourgeois.

Contentons-nous de le suivre dans la partie de son article qui veut expliquer la « crise » de la IV<sup>e</sup> Internationale et sa « faillite ». C'est Trotsky lui-même, affirme Martinet, qui dans la dernière année de sa vie a ouvert la voie aux courants révisionnistes sur la question de l'U.R.S.S. et qui a provoqué la « crise » de la IV<sup>e</sup> Internationale, les « suites politiques de la guerre » ayant démenti les prévisions de Trotsky et les « catégories trotskystes » sur lesquelles se basaient ces prévisions.

Martinet découvre la clé de ce « tournant décisif » dans la pensée de Trotsky dans un « texte capital » qu'il emprunte de l'article bien connu de Trotsky « L'U. R. S. S. en guerre ». D'après ce texte, selon Martinet, Trotsky, qui attendait que la dernière guerre provoque une révolution prolétarienne qui renverserait la bureaucra-

(6) Page 167.

(7) Page 255.

(8) Page 256.